

Brochure n° 3278

**Convention collective nationale**

IDCC : 1734. – **ARTISTES-INTERPRÈTES**  
**(Engagés pour des émissions de télévision)**  
**(2<sup>e</sup> édition. – Septembre 2005)**

---

**ACCORD DU 21 DÉCEMBRE 2004**  
**RELATIF AUX RÉMUNÉRATIONS**  
**DU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2005 AU 31 DÉCEMBRE 2007**  
**NOR : ASET0650225M**  
**IDCC : 1734**

---

Préalablement au présent accord les parties rappellent que :

Par accord particulier du 20 juillet 2002, les partenaires sociaux ont fixé la rémunération des artistes-interprètes pour l'utilisation de leurs prestations dans les émissions diffusées par des stations locales françaises de télévision par voie hertzienne terrestre ou par des services de télévision spécialement édités pour être distribués par le câble, le satellite ou par voie numérique terrestre.

Les partenaires sociaux souhaitent, au moins pour une période transitoire, renouveler l'accord précité.

En conséquence de quoi il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Le présent accord particulier remplace et annule, en tant que de besoin, tout autre accord antérieur relatif à la rémunération des artistes-interprètes pour l'utilisation de leurs prestations dans les émissions diffusées par des services de télévision édités spécialement pour être :

1. Diffusés localement en France par voie hertzienne analogique terrestre.
  2. Distribués par le câble sur le territoire français.
  3. Diffusés par voie numérique terrestre sur le territoire français.
  4. Distribués par un satellite alimenté à partir du territoire français et dont l'empreinte inclut ce territoire,
- ou cumulant plusieurs des modes de diffusion ou de distribution ci-dessus.

## Article 1<sup>er</sup>

*Révision des articles 8.5.2. et 8.5.3 de la convention du 31 mai 1988  
et des articles 4.2 et 4.3 de l'annexe I de la convention du 30 décembre 1992*

Pour la période fixée par l'article 2 ci-après, les parties conviennent de modifier les articles 8.5.2 et 8.5.3. de la convention collective du 31 mai 1988 et les articles 4.2 et 4.3 de l'annexe I de la convention collective du 30 décembre 1992 de la manière suivante :

Cession à des services de télévision édités spécialement pour être :

1. Diffusés localement en France par voie hertzienne analogique terrestre.
2. Distribués par le câble sur le territoire français.
3. Diffusés par voie numérique terrestre sur le territoire français.
4. Distribués par un satellite alimenté à partir du territoire français et dont l'empreinte inclut ce territoire,

ou cumulant plusieurs des modes de diffusion ou de distribution ci-dessus, à l'exception de la reprise intégrale et simultanée en France sur l'un ou plusieurs des modes de diffusion ou de distribution ci-dessus, d'un signal diffusé nationalement par voie analogique terrestre.

Chaque cession de droits de diffusion donnera lieu au paiement à l'artiste, dont la prestation est ainsi réutilisée, d'un salaire complémentaire constitué d'un pourcentage du salaire défini à l'article 1<sup>er</sup> de l'annexe I. Ce pourcentage résulte du rapport existant entre la part des recettes réservée à l'ensemble des artistes-interprètes et la masse salariale des artistes-interprètes dans l'émission faisant l'objet de la cession.

La part des recettes réservées à l'ensemble des artistes-interprètes est fixée à :

- 10 % de la part de la recette nette producteur égale ou inférieure à 10 000 € ;
- 8 % pour la part de la recette nette producteur supérieure à 10 000 €.

Lorsque, pour la réalisation de l'émission, l'employeur n'a engagé aucun artiste-interprète apparaissant à l'image, chaque artiste-interprète lisant en commentaire hors champ, dont la prestation est réutilisée dans le cadre du présent article, percevra un salaire complémentaire égale à 1 % de la recette nette producteur.

Dans le cas d'une émission où la durée totale des prestations d'un ou de plusieurs artistes-interprètes n'excède pas le 10<sup>e</sup> de la durée totale de l'émission, chaque artiste-interprète dont la prestation est réutilisée dans le cadre du présent article percevra un salaire complémentaire égal à 1 % de la recette nette producteur.

Ces 2 dispositions spécifiques ne peuvent avoir pour effet de porter la part de recettes réservée à l'ensemble des artistes-interprètes à des niveaux supérieurs à ceux prévus dans le cadre général ci-dessus.

La recette nette correspond à la recette brute après déduction d'un abattement forfaitaire de 20 % au titre des frais engagés pour ladite cession.

Cette rémunération est payée aux artistes-interprètes par l'organisme cédant ou toute personne qu'il mandate pour ce faire.

Le cachet initial de l'artiste couvre toujours la première télédiffusion par voie analogique nationale terrestre de l'émission à laquelle il a participé, quel que soit le moment où celle-ci intervient, ainsi que la reprise simultanée de cette diffusion par l'un des modes de diffusion ou de distribution couverts par le présent accord.

La ou les diffusions, antérieures (et, naturellement, postérieures) à la première télédiffusion par voie analogique terrestre, par l'un des moyens objets du présent accord, sont rémunérées dans les conditions du présent accord sur la base de la valeur attribuée, dans les contrats de cession de droits, aux droits de diffusion correspondants.

Cette rémunération est versée par l'organisme qui cède les droits au service de télévision en cause. Il peut s'agir du producteur lui-même, d'un distributeur, ou d'un autre diffuseur qui aurait acquis ces droits pour la revente.

## **Article 2**

### *Date d'effet et de durée*

2.1. Le présent accord prend effet au 1<sup>er</sup> janvier 2005. Il est applicable aux cessions des émissions régies par les conventions visées au 1 ci-dessus, dès lors que les rémunérations n'ont pas déjà été versées aux bénéficiaires à la date d'effet des présentes.

2.2. Le présent accord cessera de produire ses effets le 31 décembre 2007.

2.3. Dans un délai de 6 mois avant l'expiration de l'accord, les parties se rencontreront afin d'en faire le bilan et de négocier les modalités de rémunérations, prévues par les articles 8.5.2 de la convention du 31 mai 1988 et 4.2 de l'annexe I de la convention collective du 30 décembre 1992, applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008.

A défaut d'accord, les modalités de rémunération prévues par les articles 8.5.2 de la convention du 31 mai 1988 et 4.2 de l'annexe I de la convention collective du 30 décembre 1992 redeviendront applicables pour les cessions effectuées postérieurement à la date d'expiration du présent accord et ce, dans la limite de la durée d'application desdites conventions.

Fait à Paris, le 21 décembre 2004.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

**Organisations patronales :**

Union syndicale de la production audiovisuelle (USPA) ;

TF 1 ;

France 2 ;

France 3 ;

Canal + ;

France 5 ;

ARTE France ;

M 6 ;

Institut national de l'audiovisuel (INA).

**Syndicats de salariés :**

Syndicat français des artistes-interprètes (SFA) CGT ;

Syndicat indépendant des artistes-interprètes (SIA) UNSA ;

Syndicat national des artistes et des professions de l'animation et de la culture (SNAPAC) CFDT ;

Union nationale des interprètes et cadres de création des arts du spectacle (UNICAS) CFTC.